

# Dans les cités, les aînés impuissants face aux tensions entre les jeunes et la police

D'un quartier populaire à l'autre, les récits sont identiques : la confrontation est devenue permanente entre les jeunes et les forces de l'ordre.

LE MONDE 27.03.2017 Par [Louise Couvelaire](#)

La réaction est à chaque fois la même. Quel que soit le quartier. Ils se figent, les yeux ronds comme des billes. Un bref instant de stupeur, avant de retrouver la parole : « *C'est impossible !* », s'exclame Ousmane, 18 ans, dans le quartier du Mail, à Torcy (Seine-et-Marne). « *C'est pas vrai !* », renchérit Fendi, 20 ans, à la Grande Borne, à Grigny (Essonne). « *Je veux des preuves, je veux voir des vidéos* », réclame Kissima Diouara, 25 ans, à la cité des Poètes de Pierrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Le récit leur paraît à ce point inimaginable qu'ils sont d'abord convaincus qu'il est bidon.

Il faut insister, reproduire mot pour mot les témoignages de leurs aînés pour qu'ils y croient. Comme celui-ci : « *Quand j'étais jeune, nous faisons des matchs de foot avec la police, des courses de motos... Je connaissais les policiers par leurs prénoms, mes parents aussi. Je me souviens de l'un d'eux, Ben, au moindre souci, il venait chez nous* », raconte Sadia Diawara, directeur du centre Paris Anim'Curial, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un enfant de Pierrefitte, où sa famille habite toujours.

Producteur du documentaire *La Cité rose* et fondateur de plusieurs associations (dont Road Tree'P), Sadia Diawara a 38 ans. Ousmane, Fendi et Kissima, entre 18 ans et 25 ans. Une génération les sépare, et trois quinquennats. Quinze années sans « *qu'aucune doctrine de la police n'ait été pensée ni mise en œuvre* », dénonce le politologue et directeur de recherche au CNRS Sébastien Roché. Quinze ans durant lesquels une haine viscérale s'est installée entre les jeunes et la police, et contre laquelle Sadia Diawara et ceux de son âge sont désarmés.

## **De la politique de prévention à celle du chiffre**

Pas question pour autant d'idéaliser le passé. « *Personne ne prétend qu'à l'époque, tout était parfait entre la population et les forces de l'ordre, mais, au moins, avant, il y avait un lien*, explique Sadia Diawara. *Aujourd'hui, il est rompu.* » Avant, c'était avant 2003. Avant que Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, ne supprime la police de proximité, instaurée en 1998 par le gouvernement de Lionel Jospin, jugeant que les forces de l'ordre n'étaient « *pas là pour organiser des tournois sportifs* ». « *Vous n'êtes pas des travailleurs sociaux* », avait-il alors argué. « *La politique du chiffre* », comme on l'appelle, a remplacé la politique de prévention. « *La police de proximité n'a été qu'une courte parenthèse*, précise néanmoins le sociologue Michel Kokoreff. *Avant et après, cela fait quarante ans que nous sommes face à un problème structurel qui ne cesse de se durcir et qui laisse les jeunes seuls face à des agents de plus en plus robocopoisés.* »

Trois des principaux candidats à l'élection présidentielle proposent la (re)mise en place d'une forme de police de proximité : Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron. Le principe est acté – ancrage territorial, contact quotidien avec la population –, mais les contours sont flous. « *Pour l'instant, ce ne sont que des slogans*, estime Sébastien Roché. *Cela fait longtemps que personne n'affiche de vraie volonté de repenser une police de qualité. Résultat, c'est un système répressif et discriminatoire qui fonctionne en roue libre.* »

## **Fuir à la vue d'un uniforme est devenu un réflexe**

De la police, les jeunes des quartiers populaires ne connaissent aujourd'hui que les « *insultes* », les « *coups* », les « *baffes* », le « *tutoiement* » et les « *fouilles indécentes* ». « *Tout n'est que confrontation*, explique Kizo Boyamé, la trentaine avancée, carrure de boxeur, médiateur et fondateur, en 2015, de l'association No Joke Training, à la Grande Borne, une méthode d'entraînement physique et mental imaginée par lui et destinée à enseigner la discipline et le fair-play aux jeunes. *Pour eux, la police, c'est ceux qui vont te contrôler, te brutaliser, t'arrêter et peut-être te tuer.* »

Comme Adama Traoré, 24 ans, mort le 19 juillet 2016 à la gendarmerie de Persan (Val-d'Oise) après une interpellation musclée. Et Théo L., le jeune homme de 22 ans victime d'un viol présumé par un policier lors d'une intervention de police, le 2 février, à Aulnay-sous-Bois (93).

D'une cité à l'autre, les récits sont identiques. A Argenteuil, Abdellah Boudour, 31 ans, fondateur de l'association Forces des mixités et des dictées des cités, dit s'être pris « *une manchette* » (coup porté avec l'avant-bras) lors d'un contrôle d'identité. Kissima Diouara, patron d'une petite entreprise nettoyage industriel baptisée « LDG Clean », à Pierrefitte-sur-Seine, raconte avoir reçu un coup de poing dans la bouche. Bilan : six dents déplacées. Il a porté plainte et pris un avocat. « *Mais il ne se passe rien*, dit-il. *Même dans le cas de Théo, alors que la scène a été filmée, il ne se passe rien. C'est ça qui engendre la haine : on se sent impuissant.* »

Le simple fait de croiser un policier est perçu comme un danger. Fuir à la vue d'un uniforme est devenu un réflexe. Quitte à paraître suspect. Ainsi Ousmane, 18 ans, à Torcy : « *Personne ne nous protège d'eux, alors quand tu les vois, tu cours dans l'autre direction.* » Dans le quartier de la Grande Borne, à Grigny, « Bibi », 20 ans, passe, lui aussi, son temps « *à faire des détours* ». Avec les travaux de rénovation urbaine, il n'en a jamais fait autant.

Jusque-là inaccessible en voiture, la cité de 90 hectares encore en chantier est désormais traversée par une nouvelle rue, longue d'un kilomètre. L'occasion pour les agents de la BAC (brigade anticriminalité), appelés les « *baqueux* » et surnommés les « *cow-boys* », de sillonner la zone en véhicule banalisé. « *Les hélicoptères survolent la cité, les flics sont partout, tout le temps*, décrit Kizo Boyamé. *Cela crée davantage de tensions. J'ai plus que jamais l'impression de voir deux bandes de gamins l'une en face de l'autre.* »

### **« Après Théo, il y en aura un autre, on le sait déjà »**

Cette confrontation se joue exclusivement entre hommes. Les femmes, jeunes et moins jeunes, sont quasiment absentes de l'espace public et font rarement l'objet de contrôles. A l'inverse, les hommes « *sont souvent absents de la cellule familiale* », explique Mobido Tounkara, 30 ans. En 2013, il a créé l'association intergénérationnelle Père formant. L'objectif : redonner aux pères une place dans l'éducation de leurs enfants. Il a aussi mis sur pied un conseil des sages. Mais rien n'y fait.

« *Après des affaires comme celles d'Adama Traoré et de Théo, on se sent un peu comme le dernier invité du dîner de cons*, sourit-il gravement. *On se retrouve tous comme des idiots, sans arguments, sans savoir quoi dire aux plus jeunes, car ils ont raison.* » Modibo Tounkara a songé à monter une opération pour établir un dialogue avec les forces de l'ordre : « *J'ai proposé à la police nationale d'organiser des rencontres et des tournois de foot mais tout ce qu'elle m'a proposé, c'est de balancer les petits, de donner leurs noms. La situation actuelle est irrattrapable, ce n'est plus de mon ressort.* »

Il n'est pas le seul à avoir jeté l'éponge. « *Chaque bavure policière met par terre des mois de travail, et il faut tout recommencer*, raconte Kizo Boyamé. *Mais ça a toujours été comme ça. Après Théo, il y en aura un autre, on le sait déjà.* » « *Les jeunes ne sont pas dupes : ils voient bien que les policiers bénéficient d'une totale impunité, et ça fout tout en l'air*, répète Massy Badji, 34 ans, professeur d'économie et gestion dans un lycée professionnel et cofondateur, en 2011, de l'association Epsilon (sport, culture, humanitaire), à Châtillon. *Mener une action avec la police m'a effleuré, mais ça n'est pas possible, la haine est trop ancrée.* »

En février 2015, un mois après les attentats de janvier, à Argenteuil, Abdellah Boudour avait organisé un tournoi de foot en hommage aux familles des policiers abattus afin de récolter des dons. Mais seule la police municipale est venue. La police nationale a refusé son invitation. « *Alors, non*, dit-il. *Je ne recommencerai pas.* » Pour Sadia Diawara : « *Notre discours d'apaisement, il est mort. C'est arrivé à un tel point qu'on ne peut plus rien y faire.* »

### **Porter plainte ? « Pour quoi faire ? »**

Après le viol présumé de Théo L. en février, les quelques violences qui ont éclaté dans plusieurs quartiers ont été rapidement contenues. « *Nous savons que tout casser ne servirait à rien* », affirme Kissima Diouara. Quant aux manifestations contre les violences policières, elles n'ont pas attiré les jeunes des cités. « *Le problème est que personne ne fédère les quartiers populaires, il n'existe pas de porte-voix* », explique Youssouf, cofondateur, en 2014, de Ferguson in Paris, une association destinée à apporter un soutien à toutes les mobilisations contre les violences policières.

Adossés à un arbre, dans un parking de la Cité rose en chantier, à Pierrefitte-sur-Seine, Amine, 21 ans, Karim, 20 ans, et Marvin, 18 ans, haussent les sourcils. Porter plainte en cas de contrôle policier abusif et brutal ? « *Pour quoi faire ?* répondent-ils, laconiques. *Ça ne servirait à rien.* » Manifester contre les violences policières ? « *Pour quoi faire ? Ça ne servirait à rien.* » Tout ce qu'ils veulent, c'est un boulot. « *On envoie des CV mais personne ne nous répond* », disent-ils. Les gigantesques travaux de rénovation urbaine n'y changent rien. « *La cité reste un ghetto dans lequel on s'enferme* », souligne Massy Badji, à Châtillon.

« *Ils ont vu certains de leurs grands frères se démener pour obtenir des diplômes et se retrouver sans emploi, ils nous ont vus nous battre pour ne rien obtenir*, analyse Almamy Kanouté, fondateur du mouvement politique Emergence. *Notre génération ne laisse pas tomber et continue à y croire, mais pas la leur : ils n'ont plus d'espoir.* » Pour Abde Traoré, 35 ans, éducateur spécialisé de la PJJ (protection judiciaire de la jeunesse) et fondateur de l'association Global Star (éducation populaire, culture, sport, prévention...), dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les jeunes sont « *fatalistes* » : « *La toute-puissance de la police fait qu'ils ne se battent pas.* » Pas pour l'instant du moins. Selon le sociologue Michel Kokoreff, « *tous les ingrédients pour que ça pète sont réunis* ».